Corrigés des exercices : Nouveaux rapports de puissance et enjeux mondiaux (terminale) à télécharger en PDF

Corrigé des exercices – Terminale

Voici les corrigés des exercices d'histoire de terminale sur « Nouveaux rapports de puissance et enjeux mondiaux ». Chaque réponse est rédigée et expliquée, afin que tu comprennes la méthode et pas seulement le résultat. Cherche d'abord seul les exercices du chapitre, puis compare tes réponses.

Exercice 1 : Définir les notions clés

1. L'hyperpuissance est une puissance sans équivalent, qui domine à la fois sur les plans militaire, économique, technologique et culturel. Le mot est employé en 1998 par Hubert Védrine à propos des États-Unis. La mondialisation est l'intensification des échanges de marchandises, de capitaux, d'informations et de personnes à l'échelle de la planète. Le multilatéralisme est le règlement des affaires internationales par plusieurs États réunis dans des organisations comme l'ONU. L'unilatéralisme est l'action d'un seul État sans l'accord des autres. Un pays émergent connaît une croissance rapide et s'intègre aux échanges mondiaux sans avoir encore atteint le niveau de vie des pays développés. La multipolarité est la situation où plusieurs puissances se disputent l'influence sans qu'aucune puisse imposer seule sa volonté.

2. Dans les années 1990, les États-Unis dominent seuls. Mais les guerres d'Afghanistan et d'Irak, la crise de 2008 et l'essor de la Chine, de l'Inde et d'autres émergents répartissent désormais la puissance entre plusieurs pôles.

Exercice 2 : Ordonner les événements

(g) 1er janvier 1995 ; (f) 11 décembre 1997 ; (h) 11 septembre 2001 ; (d) 11 décembre 2001 ; (b) 8 novembre 2002 ; (c) 15 septembre 2008 ; (e) 12 décembre 2015 ; (a) 24 février 2022.

Exercice 3 : Durées et siècles

1. Presque dix ans : neuf ans, huit mois et dix-sept jours. 2. Dix-huit ans. 3. Près de vingt ans (vingt ans moins quelques semaines). 4. Sept ans et deux mois environ : le protocole n'entre en vigueur qu'après la ratification par un nombre suffisant d'États, dont la Russie en 2004. 5. Les attentats du 11 septembre 2001 appartiennent au XXIème siècle et au troisième millénaire.

Exercice 4 : Lire un planisphère

1. Le point 1 est New York (attentats du 11 septembre 2001, siège de l'ONU). Ensuite, le point 2 est Bagdad, en Irak (guerre de 2003). Le point 3 est Kyoto, au Japon (protocole de 1997). Enfin, le point 4 est Paris (COP 21 et accord de 2015. La conférence se tient au Bourget, près de Paris). Le point 5 est Pékin, capitale de la Chine. 2. A : États-Unis ; B : Russie ; C : Chine. 3. À New York (point 1), aux États-Unis. 4. Brésil, Inde et Afrique du Sud.

Exercice 5 : Une carte du monde multipolaire

1. Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud. 2. Quatre : l'Amérique du Sud (Brésil), l'Europe (la Russie en partie), l'Asie (Russie, Chine, Inde) et l'Afrique (Afrique du Sud). Aucun BRICS n'est situé en Amérique du Nord ni en Océanie. 3. Non, car c'est une organisation de vingt-sept États.

Ils ont gardé leur souveraineté mais mettent en commun certaines compétences (commerce, monnaie pour les pays de la zone euro). 4. La carte montre plusieurs ensembles de puissance de taille comparable (États-Unis, Union européenne, Russie, Chine, grands émergents) répartis sur plusieurs continents : aucune puissance n'est seule. 5. Le Japon, la Corée du Sud, la Turquie, l'Indonésie, l'Arabie saoudite, l'Iran, le Royaume-Uni (hors UE) ne sont pas colorés alors qu'ils comptent sur la scène internationale : la carte simplifie et choisit certains critères.

Exercice 6 : La condamnation des attentats de 2001

1. Extrait de la résolution 1368 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée le 12 septembre 2001, au lendemain des attentats commis à New York, Washington et en Pennsylvanie. 2. « Condamne catégoriquement dans les termes les plus forts », « épouvantables attaques ». 3. Comme « une menace à la paix et à la sécurité internationales », qualification qui relève de la compétence du Conseil. 4. Tous les États sont appelés à travailler ensemble « de toute urgence » pour traduire en justice les auteurs, organisateurs et commanditaires.

Ceux qui les aident ou les hébergent doivent « rendre des comptes ». 5. Non : la résolution condamne, demande une coopération et se déclare prête à prendre des mesures, mais elle ne décide aucune opération militaire. L'intervention en Afghanistan sera menée à partir du 7 octobre au nom de la légitime défense, que la résolution reconnaît dans ses préambules.

Exercice 7 : Poursuivre les inspections ou faire la guerre ?

1. Extrait de l'intervention du ministre français des Affaires étrangères devant le Conseil de sécurité de l'ONU, à New York, le 14 février 2003, après les rapports des inspecteurs Hans Blix et Mohamed ElBaradei sur le désarmement de l'Irak. 2. La guerre, qui peut paraître la plus rapide, et les inspections, qui font avancer « de jour en jour » un désarmement «

efficace et pacifique ». 3. Après la victoire militaire, il faudra construire la paix, ce qui sera « long et difficile ». Il faudra préserver l'unité de l'Iraq et rétablir durablement la stabilité dans un pays et une région affectés par la force.

4. Parce que personne ne peut affirmer que le chemin de la guerre sera plus court et qu'il évite les risques d'un chaos prolongé. 5. La France reconnaît que l'Irak ne coopère pas assez, mais elle refuse de considérer la guerre comme inévitable. Elle estime que les inspections de l'ONU, en cours, peuvent obtenir le désarmement sans les risques d'une occupation, et elle défend le rôle du Conseil de sécurité pour décider de la force.

Exercice 8 : Deux discours devant le Conseil de sécurité

1. Le document 1 est une photographie d'archive de la Maison-Blanche montrant Colin Powell, secrétaire d'État américain, à la tribune du Conseil de sécurité à New York, le 5 février 2003. Le document 2 est un extrait du discours de Dominique de Villepin du 14 février 2003. 2. Powell, assis derrière la plaque « United States », s'exprime en levant la main, entouré de collaborateurs. Il présente au Conseil les éléments que Washington juge suffisants pour montrer que l'Irak cache des armes.

3. Villepin plaide pour la priorité au désarmement dans la paix. Il présente la France comme « un vieux pays d'un vieux continent ». Ce pays a connu la guerre et l'occupation, il n'oublie pas ce qu'il doit aux combattants de la liberté venus d'Amérique, et il reste fidèle à ses valeurs. 4. Les deux États s'accordent sur le principe : l'Irak doit désarmer, et la résolution 1441 s'impose à lui.

Ils divergent sur la méthode : Washington juge les inspections insuffisantes et prépare l'usage de la force, Paris veut laisser du temps aux inspecteurs. 5. L'alliance atlantique est divisée : les alliés historiques s'opposent publiquement dans l'enceinte de l'ONU. Par la suite, la guerre est lancée sans nouvelle résolution et aucune arme de destruction massive n'est retrouvée.

Exercice 9 : Une photographie du 11 septembre

1. Photographie prise le 11 septembre 2001 à New York par un témoin, Robert J. Fisch, qui la diffuse sur un site de partage. Elle montre le moment où le deuxième avion détourné frappe la tour sud du World Trade Center. 2. Au premier plan, des immeubles anciens de Manhattan. À l'arrière-plan, une boule de feu orange sort de la tour, un épais panache de fumée grise se dégage, et une seconde tour se dresse dans un ciel bleu clair.

3. Pour la première fois, le territoire des États-Unis est atteint sur une telle échelle par un groupe terroriste. L'événement, vu en direct dans le monde entier, ouvre la « guerre contre le terrorisme » et pèse sur toute la politique internationale. 4. Résolution 1368 de l'ONU (12 septembre), article 5 de l'OTAN invoqué pour la première fois, intervention en Afghanistan à partir du 7 octobre 2001.

Exercice 10 : Poutine à Munich

1. Photographie du président russe Vladimir Poutine prononçant son discours à la 43ème conférence de Munich sur la politique de sécurité, le 10 février 2007, diffusée par le site de la présidence russe. 2. L'orateur, de profil à droite, tend la main au-dessus d'un pupitre. Face à lui, en salle, deux niveaux de public attablés. Au premier plan à gauche, des responsables occidentaux attentifs.

3. Javier Solana et Jaap de Hoop Scheffer sont alors respectivement le haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et le secrétaire général de l'OTAN : le public rassemble des dirigeants de l'Europe et de l'alliance atlantique. 4. Poutine veut montrer que la Russie ne se satisfait plus d'un monde unipolaire dominé par les États-Unis, qu'elle conteste notamment l'élargissement de l'OTAN et qu'elle entend retrouver un rôle de grande puissance. 5. L'intervention en Géorgie (2008), l'annexion de la Crimée (2014), l'intervention en Syrie (2015) et l'invasion de l'Ukraine (2022).

Exercice 11 : Les BRICS en 2017

1. Photographie de groupe des chefs d'État et de leurs invités au neuvième sommet des BRICS, à Xiamen, en Chine, en septembre 2017. 2. Une quinzaine de personnes, dirigeants et conjoints, se tiennent côte à côte, en rang, dans une grande salle, devant une immense peinture à l'encre de paysage chinois.

L'attitude est protocolaire et sobre. 3. La Chine, pays hôte, veut montrer que les BRICS s'ouvrent à d'autres pays du Sud et rassemblent un « dialogue des marchés émergents et des pays en développement », ce qui renforce son rôle de porte-parole des émergents. 4. Les BRICS n'ont ni traité d'alliance, ni commandement militaire, ni politique étrangère commune. Leurs régimes sont très différents (démocraties et régimes autoritaires) et leurs intérêts divergent, par exemple entre la Chine et l'Inde, voisines et rivales. C'est un forum de concertation économique.

Exercice 12 : Johannesburg 2002 et Paris 2015

1. Le document 1 est le début du discours du président français au sommet de Johannesburg, dix ans après Rio. Le document 2 est une photographie de l'accueil du président chinois par le président français à l'ouverture de la COP 21, au Bourget. 2. La métaphore « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs », les accumulations (« mutilée, surexploitée »), la formule « Nous ne pourrons pas dire que nous ne savions pas ! » et le rappel d'une responsabilité devant les générations futures.

3. Deux hommes en costume sombre se serrent la main devant un panneau « COP21/CMP11 Paris, France » : François Hollande, hôte de la conférence, accueille Xi Jinping.

La Chine étant le premier émetteur de gaz à effet de serre de la planète, aucun accord efficace n'est possible sans elle. 4. En 2002, il s'agit d'un appel à prendre conscience et à

conclure une « alliance mondiale ». En 2015, près de deux cents États négocient et adoptent un accord qui fixe un objectif commun de température et prévoit les contributions de chaque État. 5. Appliquer l'accord : les engagements nationaux sont volontaires et leur total reste insuffisant pour tenir l'objectif. Il faut les réviser régulièrement et financer l'aide aux pays du Sud.

Exercice 13 : La responsabilité des pays riches

1. Autre passage du discours prononcé par Jacques Chirac au sommet de la Terre de Johannesburg le 2 septembre 2002. 2. Il leur reconnaît une responsabilité « première » : par l'histoire (ils ont industrialisé leurs économies depuis le XIXème siècle), par la puissance et par le niveau de leur consommation. 3. Ils ne doivent pas nier les contraintes à long terme : ils doivent inventer un mode de croissance moins polluant. 4. Si toute l'humanité consommait comme les pays du Nord, il faudrait trois planètes au lieu d'une : le modèle de consommation du Nord n'est donc pas généralisable. 5. C'est le discours d'un dirigeant d'un pays riche qui souhaite aussi défendre l'image et les intérêts de la France et de l'Union européenne. Les pays du Sud, comme les États-Unis, peuvent répondre que l'effort ne doit pas freiner leur croissance.

Exercice 14 : Contraindre ou encourager ?

1. Le document 1 est un article du protocole de Kyoto, signé le 11 décembre 1997 à la conférence des Nations unies sur le climat. Le document 2 est un extrait de l'article 2 de l'accord de Paris, adopté le 12 décembre 2015 par la COP 21. 2. Seuls les pays industrialisés de l'annexe I (Union européenne, États-Unis, Japon, etc.) sont concernés. Ils doivent réduire leurs émissions agrégées de gaz à effet de serre d'au moins 5 % par rapport au niveau de 1990 pendant la période d'engagement 2008-2012.

3. Contenir la hausse de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport à l'ère préindustrielle et poursuivre l'action pour la limiter à 1,5 °C. L'objectif est exprimé en degrés. 4. Kyoto fixe des objectifs chiffrés obligatoires, mais pour un petit nombre de pays seulement. Paris concerne presque tous les États mais laisse chacun fixer ses contributions, ce qui le rend moins contraignant. 5. Parce que les pays développés sont historiquement les plus gros émetteurs alors que les émergents veulent se développer : l'effort doit être partagé selon les capacités de chacun, sans qu'un camp soit dispensé de tout engagement.

Exercice 15 : La résolution 1441

1. Extrait de la résolution 1441 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée à l'unanimité le 8 novembre 2002, qui exige que l'Irak se désarme et accepte le retour des inspecteurs. 2. Il décide de se réunir immédiatement pour examiner la situation et la nécessité de faire respecter ses résolutions. 3. L'expression, volontairement imprécise, renvoie à des sanctions pouvant aller jusqu'à l'usage de la force, mais elle ne le dit pas explicitement. 4. Washington

et Londres estiment qu'elle autorise déjà la guerre ; Paris, Berlin et Moscou jugent qu'une seconde résolution est indispensable, puisque le texte prévoit que le Conseil se réunisse, donc décide lui-même de la suite.

Exercice 16 : La montée en puissance de la Chine

1. Chine : 14 996 / 362 ≈ 41 fois ; États-Unis : 21 375 / 5 963 ≈ 3,6 fois. 2. Entre 2000 et 2010 : le PIB chinois est multiplié par 5 (de 1 224 à 6 193), alors que le PIB américain n'augmente que de 47 %. 3. Environ 70 %, contre 6 % en 1990. 4. Le PIB mesure la richesse produite sans tenir compte de la population (le PIB par habitant chinois reste très inférieur à celui des États-Unis), des inégalités ni des capacités militaires, technologiques ou culturelles. La puissance dépend de plusieurs facteurs (hard et soft power).

Exercice 17 : Un quartier d'affaires de Chine

1. Vue panoramique de Pudong, de l'autre côté du fleuve Huangpu, à Shanghai, en novembre 2017 : à gauche, la tour de télévision aux sphères roses, à droite la tour de Shanghai, la plus haute du pays, au milieu de nombreux gratte-ciel. 2. En moins de trente ans, des champs ont laissé place à un centre financier, symbole de la croissance chinoise. 3. Les immeubles de banques et de multinationales, les grandes tours et le port voisin traduisent l'insertion de la Chine dans le commerce mondial. 4. Elle montre la vitrine d'une métropole côtière riche, mais pas les régions rurales de l'intérieur, plus pauvres, ni les inégalités et les contraintes politiques du régime.

Exercice 18 : Enquête : l'accord de Paris

1. Adopté le 12 décembre 2015 à la COP 21, près de Paris (Le Bourget). 2. Contenir le réchauffement nettement en dessous de 2 °C et poursuivre les efforts pour le limiter à 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle. 3. 4 novembre 2016, après ratification par au moins 55 Parties représentant au moins 55 % des émissions mondiales. 4. Les États-Unis : retrait annoncé en 2017 et effectif le 4 novembre 2020, retour en 2021. 5. Les contributions des États sont volontaires et leur addition ne suffit pas encore à tenir l'objectif.

Il n'existe pas de sanction. 6. Exemples : site des Nations unies sur le climat (texte de l'accord), vie-publique.fr (dossier de synthèse). L'élève note l'adresse, la date de consultation et vérifie que les dates coïncident.

Exercice 19 : Une question problématisée

Après la disparition de l'URSS en 1991, les États-Unis semblent seuls à dominer le monde : l'intervention de 1991 contre l'Irak se fait sous leur direction, avec l'accord de l'ONU. Pourtant leur suprématie recule peu à peu. Les attentats du 11 septembre 2001 montrent leur vulnérabilité, et la guerre d'Irak de 2003, décidée sans accord du Conseil de sécurité,

les isole face à des alliés comme la France et l'Allemagne. En outre, de nouvelles puissances émergent : la Chine, entrée dans l'OMC en 2001, dont le PIB passe de 6 % à 70 % de celui des États-Unis entre 1990 et 2020 ; l'Inde ou le Brésil.

Les BRICS se réunissent à partir de 2009. La Russie de Poutine retrouve une politique de puissance (Géorgie en 2008, Crimée en 2014, Ukraine en 2022). Enfin, les institutions se transforment : le G20 est réuni au niveau des chefs d'État en 2008 et l'accord de Paris de 2015 réunit presque tous les États autour d'un enjeu planétaire. Le monde n'est donc plus organisé autour d'un ou de deux pôles mais autour de plusieurs, qui coopèrent et rivalisent à la fois.

Exercice 20 : Vrai ou faux ? Justifie

a. Faux : la résolution 678 du 29 novembre 1990 autorise le recours à la force. b. Vrai : l'article 5 prévoit l'assistance mutuelle en cas d'attaque contre un membre. c. Faux : les États-Unis ont signé mais n'ont pas ratifié le protocole. d. Vrai : le sigle désigne le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. e. Faux : chaque État fixe ses propres contributions, sans sanction. f. Faux : les États-Unis et le Royaume-Uni attaquent sans seconde résolution, en s'appuyant sur la résolution 1441 qu'ils interprètent comme suffisante.

Exercice 21 : Qui est qui ?

(a) Jacques Chirac ; (b) Saddam Hussein ; (c) Oussama Ben Laden ; (d) Dominique de Villepin ; (e) George W. Bush ; (f) Vladimir Poutine ; (g) Xi Jinping ; (h) Barack Obama.

Exercice 22 : Causes et conséquences de la guerre d'Irak

Causes : (1) le climat de peur après les attentats de 2001 et la « guerre contre le terrorisme » ; (2) l'accusation, formulée par Washington, selon laquelle l'Irak détient des armes de destruction massive ; (3) la résolution 1441 de 2002 qui prépare des « graves conséquences ». Au moment de l'intervention : (4) l'absence d'une seconde résolution, qui divise le Conseil de sécurité. Conséquences : (5) la chute de Saddam Hussein en avril 2003 ; (6) l'instabilité durable du pays ; (7) l'émergence, dans ce contexte, de groupes djihadistes dont Daech ; (8) la division durable des alliés occidentaux et l'affaiblissement de l'ONU.